

§ 2 Ontvankelijke aanvragen worden door de Administratie op de agenda geplaatst van de eerstvolgende vergadering van de Commissie die gewijd is aan de analyse van UNESCO-aanvragen.

Het advies van de Commissie wordt samen met het onderzoeksrapport door de Administratie doorgestuurd naar de Minister.

§ 3 De beslissing van de minister wordt meegedeeld door de Administratie:

1° aan de aanvrager;

2° de vertegenwoordigers van de betrokken gemeenschap, indien de gemeenschap niet de aanvrager is.

Als de beslissing positief is, zal de Administratie de betrokken erfgoedgemeenschap bijstaan bij het indienen van haar aanvraag bij UNESCO.

HOOFDSTUK 8. — Slotbepalingen

Art. 25. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 september 2003 betreffende de titels van levendige culturele schat en meesterwerk van het mondeling en immaterieel patrimonium en betreffende de toekenning van subsidies aan de personen die deze titel hebben gekregen en aan de operateurs die de evenementen organiseren waarvoor die titels werden toegekend, wordt opgeheven.

Art. 26. In artikel 13, § 1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2019 tot regeling van de werking van de Regering, wordt een punt 12° ingevoegd, luidend als volgt:

"12° beslissingen over de erkenning, inschrijving, terugtrekking en schrapping van elementen, evenals beslissingen over de selectie van UNESCO-kandidaturen, zoals bepaald door het decreet van 7 september 2023 betreffende de bescherming van het immaterieel cultureel erfgoed.

Art. 27. In artikel 86, § 1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 september 2020 houdende delegatie van bevoegdheden en handtekening aan algemene ambtenaren en bepaalde andere personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het besluit van 15 december 2022, wordt een punt 11° ingevoegd, luidend als volgt:

"11° de beslissing nemen om een procedure te starten voor de erkenning, opname op de lijst, verwijdering of schrapping van een item van immaterieel cultureel erfgoed.

Art. 28. Het decreet en dit besluit treden in werking op 8 februari 2024.

In afwijking van de artikelen 8, § 1, 9, § 1, en 13, § 1, is de uiterste datum voor het indienen van aanvragen voor eenmalige subsidies in 2024, 15 maart.

Art. 29. De minister bevoegd voor cultuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 februari 2024.

Voor de regering:

De minister-president, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
P.-Y. JEHOLET

De minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/001446]

8 FEVRIER 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 avril 2019 instituant une Commission de surveillance des lieux de privation de liberté des jeunes et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 juillet 2019 relatif aux institutions publiques de protection de la jeunesse

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la Jeunesse, modifié le 29 novembre 2018, le 14 mars 2019, le 25 avril 2019, le 14 octobre 2021, le 23 juin 2022 et le 14 décembre 2022 ;

Vu le décret du 14 mars 2019 relatif à la prise en charge en centre communautaire des jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement, modifié le 14 octobre 2021 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 avril 2019 instituant une Commission de surveillance des lieux de privation de liberté des jeunes ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 avril 2019 instituant la Commission de recours des jeunes privés de liberté ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 juillet 2019 relatif aux institutions publiques de protection de la jeunesse, modifié le 17 décembre 2020 et le 14 juillet 2022 ;

Vu l'avis n°37 du Conseil communautaire de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, donné le 27 juin 2023 ;

Vu l'avis n°6/23 du Comité d'avis pour la prise en charge en Centre communautaire des jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement, donné le 29 juin 2023 ;

Vu le test « genre » du 12 avril 2023 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 avril 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 28 avril 2023 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'Etat dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 7 décembre 2023 au rôle de la section de législation du Conseil d'Etat sous le numéro de rôle 75.054/2 ;

Vu la décision de la section de législation du 7 décembre 2023 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Aide à la jeunesse ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *modifications de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 avril 2019 instituant une Commission de surveillance des lieux de privation de liberté des jeunes*

Article 1^{er}. A l'article 2, alinéa 1^{er}, 1^o, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 avril 2019 instituant une Commission de surveillance des lieux de privation de liberté des jeunes, les termes « *ou magistrat honoraire* » sont ajoutés in fine.

Art. 2. A l'article 5 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o au point 2^o, les termes « *visé sous 2* » sont remplacés par « *visé au point 1^o* » ;

2^o au point 4^o, les termes « *visé sous 4^o* » sont remplacés par « *visé au point 3^o* ».

Art. 3. A l'article 6 du même arrêté, le premier alinéa est complété in fine par ce qui suit :

« *dans les cas suivants :*

1^o *s'il porte atteinte à la dignité de sa fonction;*

2^o *s'il ne respecte pas le caractère confidentiel des délibérations ou diffuse des documents confidentiels auxquels il a accès dans l'exercice de son mandat;*

3^o *s'il participe aux délibérations de la Commission en contrariété des règles visant à garantir l'impartialité et éviter tout conflit d'intérêt;*

4^o *si un critère d'incompatibilité ou d'exclusion apparaît*;

5^o *si le membre présente sa démission.* ».

Art. 4. L'article 12 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« *Le magistrat de la jeunesse ne peut traiter la demande d'un jeune à l'égard duquel il a déjà pris une décision protectionnelle relative à un fait qualifié infraction. Les autres membres ne peuvent traiter la demande d'un jeune pour lequel ils sont en charge de son suivi.* ».

Art. 5. L'article 17 du même arrêté, est complété alinéa rédigé comme suit :

« *Une copie est transmise au secrétariat de la Commission de surveillance, lequel en informe le Président et l'ensemble des membres.* ».

Art. 6. L'article 22 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« **Art.22. §1^{er}.** *A l'exclusion du président, les membres de la commission de surveillance peuvent prétendre aux rétributions suivantes :*

1^o *une rétribution de 25 euros par heure en cas de visite pour la visite et le déplacement;*

2^o *une rétribution forfaitaire de 50 euros pour tout autre tâche en lien avec la visite et le déplacement comme la rédaction de la fiche préparatoire et le rapport de visite.*

3^o *une rétribution forfaitaire de 40 euros par réunion de travail;*

4^o *une indemnité couvrant les déplacements effectués en vue de la participation à une réunion ou à une visite de travail, consistant :*

a) *soit au prix d'un billet en deuxième classe, lorsque le déplacement est effectué en train;*

b) *soit au prix d'un trajet de bus, tram ou métro, lorsque le déplacement est effectué en transport en commun;*

c) *soit à l'indemnité kilométrique au sein des services du Gouvernement, lorsque le déplacement est effectué au moyen du véhicule personnel du membre.*

§2. *Les rétributions et indemnités visées au paragraphe 1^{er} sont versées trimestriellement, sur la base des déclarations de créance adressées au secrétariat général par les membres.*

§3. *La rétribution est liée aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du service public.*

Le montant des rétributions visées au paragraphe 1^{er} est rattaché à l'indice 138,01. ».

CHAPITRE 2. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 juillet 2019 relatif aux institutions publiques de protection de la jeunesse*

Art. 7. A l'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 juillet 2019 relatif aux institutions publiques de protection de la jeunesse, le point 3^o est remplacé par ce qui suit : " 3^o *les décisions prises par le directeur de l'institution publique, dont celles relatives aux visites, aux sorties, aux mesures d'isolement, aux fouilles, aux limitations ou interdictions de contact avec l'extérieur et aux sanctions, et les pièces y afférentes;*"

Art. 8. L'article 47 du même arrêté est complété par un point 7^o rédigé comme suit : "7^o *les membres de la commission de recours.*"

Art. 9. L'article 48, alinéa 2, du même arrêté est complété par un point 7^o rédigé comme suit : "7^o *les membres de la commission de recours.*"

Art. 10. L'article 52, alinéa 1^{er}, du même arrêté est complété par un point 7^o rédigé comme suit : "7^o *les membres de la commission de recours.*"

Art. 11. L'article 58, alinéa 2, du même arrêté est complété par un point 7^o rédigé comme suit : "7^o *les membres de la commission de recours.*"

Art. 12. L'article 62, alinéa 2, du même arrêté est complété par un point 7° rédigé comme suit : "7° les membres de la commission de recours."

CHAPITRE 3 — *Dispositions finales*

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 2024.

Art. 14. Le Ministre qui a l'aide à la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 8 février 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports
et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, et de la Promotion de Bruxelles,
F. BERTIEAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/001446]

8 FEBRUARI 2024. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 april 2019 tot instelling van de Toezichtcommissie voor de plaatsen waar de jongeren die met vrijheidsbeneming worden bestraft, opgevangen worden en van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 juli 2019 betreffende de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, gewijzigd op 29 november 2018, 14 maart 2019, 25 april 2019, 14 oktober 2021, 23 juni 2022 en 14 december 2022;

Gelet op het decreet van 14 maart 2019 betreffende de opvang in gemeenschapscentra voor uithandengegeven jongeren, gewijzigd op 14 oktober 2021;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 april 2019 tot instelling van de Toezichtcommissie voor de plaatsen waar jongeren die met vrijheidsbeneming worden bestraft, opgevangen worden;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 april 2019 tot instelling van de beroepscommissie voor jongeren die met vrijheidsbeneming worden bestraft;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 juli 2019 betreffende de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, gewijzigd op 17 december 2020 en 14 juli 2022;

Gelet op het advies nr. 37 van de Gemeenschapsraad voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, gegeven op 27 juni 2023;

Gelet op het advies nr. 6/23 van het Adviescomité voor de opvang in gemeenschapscentra voor uithandengegeven jongeren, gegeven op 29 juni 2023;

Gelet op de « gendertest » van 12 april 2023 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 april 2023;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 28 april 2023;

Gelet op de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een termijn van 30 dagen, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de aanvraag om advies op 7 december 2023 ingeschreven werd in de rol van de afdeling wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.054/2;

Gelet op de beslissing van de afdeling wetgeving van 7 december 2023 om geen advies te geven binnen de gevraagde termijn, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister Hulpverlening aan de Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1 — Wijzigingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 april 2019 tot instelling van de Toezichtcommissie voor de plaatsen waar jongeren die met vrijheidsbeneming worden bestraft, opgevangen worden

Artikel 1. In artikel 2, eerste lid, 1° van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 april 2019 tot instelling van de Toezichtcommissie voor de plaatsen waar jongeren die met vrijheidsbeneming worden bestraft, opgevangen worden, worden de woorden « *of ere-magistraat* » in fine toegevoegd.

Art. 2. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 2° worden de woorden « *bedoeld in 2* » vervangen door de woorden « *bedoeld in 1°* » ;

2° in punt 4° worden de woorden « *bedoeld in 4°* » vervangen door de woorden « *bedoeld in 3°* ».

Art. 3. In artikel 6 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid in fine aangevuld als volgt :

« *in de volgende gevallen :*

1° *indien het de waardigheid van zijn ambt schendt ;*

2° *indien hij het vertrouwelijk karakter van de beraadslagingen niet eerbiedigt of vertrouwelijke documenten waartoe hij toegang heeft bij de uitoefening van zijn mandaat verspreidt;*

3° indien hij aan de beraadslagingen van de commissie deelneemt in strijd met de regels die de onpartijdigheid moeten waarborgen en elk belangenconflict moeten vermijden;

4° indien een criterium van onverenigbaarheid of uitsluiting blijkt ;

5° indien het lid ontslag neemt. ».

Art. 4. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« De jeugdmagistraat kan de aanvraag niet behandelen van een jongere ten aanzien van wie hij al een beschermende beslissing heeft genomen met betrekking tot een als misdrijf omschreven feit. De andere leden mogen het verzoek van een jongere voor wie zij verantwoordelijk zijn niet in behandeling nemen. ».

Art. 5. Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« Een afschrift wordt aan het secretariaat van de Toezichtcommissie bezorgd dat de Voorzitter en alle leden ervan op de hoogte brengt. ».

Art. 6. Artikel 22 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« **Art.22. § 1.** Met uitzondering van de voorzitter kunnen de leden van de Toezichtcommissie de volgende vergoedingen eisen:

1° een vergoeding van 25 euro per uur in geval van een bezoek voor het bezoek en de verplaatsing;

2° een vaste vergoeding van 50 euro voor elke andere opdracht in verband met het bezoek en de verplaatsing, zoals het opstellen van de voorbereidende fiche en het verslag van het bezoek;

3° een vaste vergoeding van 40 euro per werkvergadering;

4° een vergoeding in de reiskosten voor deelname aan een vergadering of werkbezoek, die bestaat uit :

a) ofwel de prijs van een 2de klasket, wanneer de verplaatsing per trein gebeurt;

b) ofwel de prijs van een bus-, tram- of metrorit, wanneer de verplaatsing met het openbaar vervoer gebeurt;

c) ofwel op de kilometervergoeding binnen de diensten van de regering, wanneer de reis wordt gemaakt met het persoonlijke voertuig van het lid.

§ 2. De vergoedingen en tegemoetkomingen bedoeld in paragraaf 1 worden per kwartaal betaald op basis van de schuldvorderingen die door de leden aan het secretariaat-generaal worden toegezonden.

§ 3. De vergoeding bedoeld is gekoppeld aan de schommelingen van de index van de consumptieprijzen, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.

Het bedrag van de vergoedingen bedoeld in paragraaf 1 is gekoppeld aan het indexcijfer 138,01. ».

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 juli 2019 betreffende de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming*

Art. 7. In artikel 3, § 1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 juli 2019 betreffende de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming wordt punt 3° vervangen als volgt : “ 3° de beslissingen genomen door de directeur van de overheidsinstelling waarvan deze in verband met de bezoeksrechten, het verlaten, de afzonderingsmaatregelen, de fouilleringen, de beperking of het verbod van contact met de buitenwereld en de straffen, en de daaromtrent stukken ;”.

Art. 8. Artikel 47 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een punt 7°, luidend als volgt : “7° de leden van de beroepscommissie.”

Art. 9. Artikel 48, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een punt 7°, luidend als volgt : “7° de leden van de beroepscommissie.”

Art. 10. Artikel 52, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een punt 7°, luidend als volgt : “7° de leden van de beroepscommissie.”

Art. 11. Artikel 58, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een punt 7°, luidend als volgt : “7° de leden van de beroepscommissie.”

Art. 12. Artikel 62, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een punt 7°, luidend als volgt : “7° de leden van de beroepscommissie.”

HOOFDSTUK 3 — *Slotbepalingen*

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 2024.

Art. 14. De Minister bevoegd voor hulpverlening aan de jeugd is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 februari 2024.

Voor de Regering :

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel;

F. BERTIEAUX